



SAGE DE LA SEUDRE

RAPPORT DE PRESENTATION

*PROJET POUR LA CONSULTATION
VALIDE PAR LA CLE DU 14 JUIN 216*



Juin 2016



SOMMAIRE

1	PRESENTATION GLOBALE DE LA DEMARCHE	3
1.1	Le SAGE	3
1.2	Contexte réglementaire	4
1.3	Le contenu du SAGE et sa portée juridique	4
1.3.1	Le PAGD et le règlement	4
1.3.2	L'évaluation environnementale	5
2	LE SAGE SEUDRE	7
2.1	Le périmètre du SAGE	7
2.2	Historique du SAGE	8
2.2.1	Emergence du SAGE	8
2.2.2	Elaboration du SAGE	9
2.3	Le processus de concertation et de validation des documents du SAGE	9
2.4	Résumé des enjeux, des objectifs et des orientations du SAGE	9
3	L'ENQUETE PUBLIQUE	17

LISTE DES CARTES

Carte 1 : localisation du territoire du SAGE Seudre.....	7
--	---

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : enjeux, objectifs et orientations liés à la gouvernance, à la communication et au suivi	10
Tableau 2 : enjeux, objectifs et orientations liés à la qualité des milieux.....	12
Tableau 3 : enjeux, objectifs et orientations liés à la gestion quantitative	14
Tableau 4 : enjeux, objectifs et orientations liés à la qualité de l'eau	15
Tableau 5 : enjeux, objectifs et orientations liés à la gestion des inondations	16

1 Présentation globale de la démarche

1.1 Le SAGE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, prévu à l'article L212-3 du code de l'environnement, est un outil de planification de la politique de l'eau à l'échelle d'un bassin hydrographique cohérent, dont l'objet est le respect des principes d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau – énoncés à l'article L.211-1 du code de l'environnement – et de la protection du patrimoine piscicole – énoncé à l'article L.430-1 du même code.

Ces principes renvoient à :

- 1° la prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ;
- 2° la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;
- 3° la restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;
- 4° le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ;
- 5° la valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ;
- 6° la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau ;
- 7° le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques.

Cette gestion doit, par ailleurs, permettre de satisfaire en priorité les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population.

Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

- 1° de la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole ;
- 2° de la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;
- 3° de l'agriculture, des pêches et des cultures marines, de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, en particulier pour assurer la sécurité du système électrique, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées.

1.2 Contexte réglementaire

L'élaboration du SAGE et le contenu des documents qui le composent sont encadrés par les dispositions de la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) et de son décret d'application n°2007-1213 du 10 août 2007, complétés par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENE). Ils sont également précisés dans la circulaire du 21 avril 2008, complétée par la circulaire du 4 mai 2011 relatives aux schémas d'aménagement et de gestion de l'eau.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) du bassin Adour-Garonne est l'instrument de mise en application de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). Il s'agit du document de planification pour la gestion des eaux et des milieux aquatiques à l'échelle d'un grand bassin hydrographique. Il fixe les orientations fondamentales permettant de satisfaire les principes et les exigences d'une gestion équilibrée et durable de la ressource à l'échelle du district hydrographique. Il fixe les objectifs de qualité et de quantité à atteindre pour chaque masse d'eau du bassin. Il détermine les aménagements et les dispositions nécessaires, comprenant la mise en place de la trame bleue figurant dans les SRCE (Schémas régionaux de cohérence écologique).

Le rôle du SAGE est de décliner localement les objectifs et les orientations du SDAGE en orientations et objectifs spécifiques au bassin versant, dans un rapport de compatibilité.

Selon l'article L.212-3 al.2 du code de l'environnement, les SAGE en cours d'élaboration doivent être compatibles avec le SDAGE ; ou pour les SAGE en cours de mise en œuvre, rendu compatibles avec le SDAGE dans un délai de 3 ans suivant leur mise à jour.

Les articles L.212-5-1-I et R.212-46 du code de l'environnement précisent que le PAGD définit les conditions de réalisation des objectifs du SDAGE, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

1.3 Le contenu du SAGE et sa portée juridique

1.3.1 Le PAGD et le règlement

Le SAGE comporte un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eaux et des milieux aquatiques (PAGD) et un Règlement, assortis chacun de documents cartographiques.

Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD)

Le Plan d'aménagement et de Gestion Durable (PAGD) exprime le projet de la Commission Locale de l'eau (CLE). Il expose les enjeux, les conditions et les mesures prioritaires retenues pour atteindre les objectifs généraux définis par la CLE. Il précise les acteurs concernés, les délais, les modalités de mise en œuvre.

Le PAGD est opposable dans un rapport de compatibilité aux décisions prises dans le domaine de l'eau et de la planification urbaine.

Règlement du SAGE

Le règlement du SAGE renforce et complète certaines mesures prioritaires du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) **par des règles opposables dans un rapport de conformité aux tiers**, aux services de l'Etat, aux collectivités territoriales et à leurs groupements

Le PAGD et ses documents cartographiques sont opposables dans un rapport de compatibilité aux actes administratifs unilatéraux réglementaires (arrêtés) et aux actes administratifs individuels (autorisation, déclaration) pris dans le domaine de l'eau, en vertu des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement ; et des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en vertu de l'article L.214-7 du même code, par les services déconcentrés de l'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales, leurs groupements, ainsi que leurs établissements publics. Ces décisions doivent être compatibles ou, si elles existent, rendues compatibles avec le Plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau dans les conditions et les délais qu'il précise.

De manière générale, en application de l'article R. 212-47 du Code de l'environnement, à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE, le Règlement et ses documents cartographiques sont opposables à :

- ⇒ Toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité autorisée ou déclarée au titre de la loi sur l'eau (IOTA) ou envisageant la réalisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à enregistrement, déclaration ou autorisation ;
- ⇒ Les utilisateurs de masses d'eau superficielles ou souterraines ;
- ⇒ Les maîtres d'ouvrage d'opérations engendrant des prélèvements et des rejets dans le sous-bassin ou le groupement de sous-bassins concerné, qui entraînent des impacts cumulés significatifs ;
- ⇒ Les exploitants agricoles qui génèrent des épandages d'effluents liquides ou solides dans le cadre prévu aux articles R. 211-50 à R.211-52 du Code de l'environnement ;
- ⇒ Les maîtres d'ouvrage d'opérations effectuées dans le périmètre des aires d'alimentation des captages d'eau potable d'une importance particulière ;
- ⇒ Les maîtres d'ouvrage d'opérations effectuées dans des zones d'érosion identifiées dans le périmètre du SAGE ;
- ⇒ Les maîtres d'ouvrage d'opérations effectuées sur des zones humides d'intérêt environnemental particulier (ZHIEP) ou dans des zones stratégiques pour la gestion de l'eau (ZSGE) ;
- ⇒ Les exploitants d'ouvrages hydrauliques fonctionnant au fil de l'eau susceptibles de perturber de façon notable les milieux aquatiques listés dans l'inventaire prévu dans le PAGD et ce, sans qu'il soit besoin de modifier l'arrêté préfectoral concernant l'ouvrage.

1.3.2 L'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale du projet de SAGE restitue l'analyse critique des incidences probables du projet au regard des enjeux environnementaux du territoire. Elle vérifie que les mesures du SAGE soutiennent la mise en œuvre d'une démarche de gestion durable, efficace et cohérente avec les politiques environnementales cadres. Elle est formalisée dans un rapport environnemental du projet de SAGE destiné à lui être joint lors de l'enquête publique précédant l'approbation du SAGE.

- ⇒ L'analyse de la compatibilité du SAGE avec les documents de rang supérieur (SDAGE, PGRI) a démontré que les dispositions et règles du SAGE vont dans le sens des dispositions de ces derniers. Une cohérence entre le SAGE et les autres plans et programmes (de l'échelle communautaire à l'échelle infranationale) a été également considérée et analysée tout au long de l'élaboration du SAGE.
- ⇒ Le projet de SAGE est par définition un outil de planification à finalité environnementale. A ce titre, les objectifs sont définis de manière à optimiser le gain environnemental des mesures, en tenant compte des contraintes de faisabilité économique et sociale. Les impacts des mesures du SAGE sur l'environnement sont globalement très positifs. On notera cependant quelques actions qui peuvent potentiellement présenter des effets négatifs sur d'autres composantes environnementales que l'eau et les milieux aquatiques. Ces impacts et les mesures compensatoires associées sont détaillés dans le rapport environnemental.

2 Le SAGE Seudre

2.1 Le périmètre du SAGE

La totalité du bassin versant de la Seudre se trouve sur le département de la Charente-Maritime. Son périmètre de 776 km² s'étend entre le bassin de la Charente au Nord et celui de la Gironde au Sud.

Le périmètre du SAGE est constitué du bassin versant topographique de la Seudre et d'une partie du pertuis situé entre l'Ile d'Oléron et le continent.

Le périmètre du SAGE comprend 67 communes, dont 24 qui sont incluses en totalité dans le périmètre.



Carte 1 : localisation du territoire du SAGE Seudre

2.2 Historique du SAGE

10 juillet 2007	Arrêté préfectoral de création du Syndicat Mixte d'Accompagnement du SAGE Seudre (SMASS), structure porteuse du SAGE
30 janvier 2009	Arrêté préfectoral définissant le périmètre du SAGE
2 mars 2009	Arrêté préfectoral constituant la CLE
14 septembre 2010	Validation de l'état initial
13 juillet 2011	Validation du diagnostic
16 mai 2013	Validation du scénario tendanciel
19 novembre 2014	Validation des scénarios alternatifs
11 février 2015	Validation de la stratégie
14 juin 2016	Adoption du SAGE par la CLE
A partir de 2017/2018	Mise en œuvre du SAGE

2.2.1 Emergence du SAGE

Plusieurs enjeux ont rendu nécessaire la coordination de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle du bassin de la Seudre :

- la gestion des cours d'eau,
- l'activité conchylicole,
- la gestion quantitative de la ressource...

Le SAGE a ainsi été identifié comme l'outil adapté pour la gestion intégrée du bassin de la Seudre. Une structure porteuse du SAGE, le Syndicat Mixte d'Accompagnement du SAGE Seudre (SMASS), a ainsi été créé par arrêté préfectoral le 10 juillet 2007. Suite à la définition du périmètre du SAGE, la Commission Locale de l'Eau (CLE) a été constituée par arrêté préfectoral le 2 mars 2009. Cette assemblée des acteurs du territoire concernés par la gestion de l'eau a pour objectif d'assurer la concertation autour d'un projet partagé et formalisé dans le SAGE.

2.2.2 Elaboration du SAGE

Le SAGE a été élaboré dans le cadre d'un processus itératif, conduit selon plusieurs étapes clés. Ces étapes, résumées dans le tableau de la page précédente, ont été réalisées entre 2010 et 2016. Cette phase d'élaboration des documents du SAGE est suivie d'une phase d'instruction avant l'adoption du SAGE par arrêté préfectoral. L'adoption du SAGE marquera le début de sa phase de mise en œuvre.

2.3 Le processus de concertation et de validation des documents du SAGE

Le SAGE est un document élaboré par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'Etat...). Tout au long de la démarche d'élaboration du projet de SAGE, diverses instances se sont réunies pour permettre aux acteurs locaux de se concerter et d'échanger dans le cadre d'un processus de co-construction :

- ⇒ La **commission locale de l'eau (CLE)** joue le rôle de « parlement local de l'eau ». Elle a pour rôle d'élaborer, de suivre et de réviser le SAGE.
- ⇒ Le **Bureau de la CLE**, qui recueille les avis et remarques formulés par les commissions thématiques et les comités de relecture afin de préparer les échanges et le travail en CLE.
- ⇒ Les **commissions thématiques** qui se sont réunies à plusieurs reprises pour échanger sur des sujets spécifiques, en élargissant au besoin la participation à des acteurs non membres de la CLE mais concernés par les thèmes abordés.
- ⇒ Le **comité de relecture** accompagne la structure porteuse dans sa conduite de l'élaboration et de l'animation du SAGE Seudre ; il suit la démarche et assure son cadrage.
- ⇒ Le **comité de rédaction** a été constitué pour la phase de rédaction des documents du SAGE. Son rôle a été d'assurer une lecture et d'adapter les projets de documents du SAGE avant leur présentation au bureau de CLE puis à la CLE.

2.4 Résumé des enjeux, des objectifs et des orientations du SAGE

Conformément à la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, le projet de SAGE de la Seudre est constitué de deux documents principaux : le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) et le Règlement.

Le projet de SAGE est structuré autour de 5 grands enjeux.

- Gouvernance, communication et suivi
- Qualité des milieux
- Gestion quantitative
- Qualité des eaux
- Gestion des inondations

La Commission Locale de l'Eau a défini pour chacun d'entre eux des objectifs de résultats et des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Ils ont été résumés dans les tableaux suivants.

ENJEU GOUVERNANCE, COMMUNICATION ET SUIVI	
Description de l'enjeu	Objectifs du SAGE
Nécessité d'une maîtrise d'ouvrage opérationnelle dans le grand cycle de l'eau sur l'ensemble du territoire. Nécessité d'une gestion globale sur le bassin et d'une coordination des maîtrises d'ouvrage.	⇒ Arrêter une organisation pérenne à l'échelle du bassin versant pour agir sur le grand cycle de l'eau ⇒ Poursuivre l'animation et développer la communication ⇒ Coordonner les acteurs et les projets locaux ⇒ Suivre et évaluer la politique publique impulsée par le SAGE
Orientation G1 : Arrêter un schéma organisationnel pour mettre en œuvre les politiques de l'eau	
Disposition G1- 1 : Restructurer les maîtrises d'ouvrage en intégrant la logique de bassin versant	
Disposition G1- 2 : Définir les modalités de coopération entre maîtrises d'ouvrage publiques et privées	
Disposition G1- 3 : Elaborer et coordonner un programme opérationnel multithématique à l'échelle du territoire du SAGE	
Disposition G1- 4 : Assurer la cohérence des politiques et projets locaux avec les objectifs du SAGE et les coordonner à l'échelle du périmètre du SAGE	
Disposition G1- 5 : Accompagner les maîtrises d'ouvrage locales dans leurs projets en faveur de la ressource en eaux et des milieux aquatiques	
Disposition G1- 6 : Associer la CLE lors de l'instruction des dossiers d'autorisation de projet régis par la police des installations classées pour la protection de l'environnement	
Disposition G1- 7 : Développer un réseau d'échanges et de partage avec les SAGE limitrophes	
Orientation G2 : Suivre et valoriser les actions mises en œuvre en faveur de la ressource en eau et des milieux aquatiques	
Disposition G2- 1 : Valoriser le tableau de bord pour piloter la mise en œuvre du SAGE	
Disposition G2- 2 : Partager et valoriser les retours d'expérience de projets globaux dans le domaine de l'eau	
Disposition G2- 3 : Suivre et partager les retours d'expérience des démarches opérationnelles mises en œuvre sur le territoire	
Orientation G3 : Animer la réflexion sur les politiques foncières à l'échelle du bassin	
Disposition G3- 1 : Disposer d'une veille foncière sur les secteurs d'intérêt pour la restauration des services écosystémiques	
Disposition G3- 2 : Disposer d'orientations de gestion et de valorisation sur les secteurs acquis pour la préservation et la restauration des services écosystémiques	
Orientation G4 : Communiquer et sensibiliser les élus, les socio-professionnels et le grand public	
Disposition G4- 1 : Concevoir et mettre en œuvre un plan de communication du SAGE	

Tableau 1 : enjeux, objectifs et orientations liés à la gouvernance, à la communication et au suivi

QUALITE DES MILIEUX	
Description de l'enjeu	Objectifs du SAGE
Des cours d'eau altérés sur le plan de la morphologie, de la prolifération d'espèces invasives et de la continuité écologique. Des zones humides également altérées qui n'assurent pas pleinement leurs fonctionnalités.	⇒ Stopper la dégradation, restaurer et maintenir les fonctionnalités et les continuités de l'ensemble des milieux aquatiques du bassin sous-tendant le bon état écologique (DCE)
Orientation QM1 : Améliorer les connaissances nécessaires à la planification et à la gestion	
Disposition QM1- 1 : Renforcer le réseau de suivi de la qualité biologique des masses d'eau et sa valorisation dans les démarches de planification	
Disposition QM1- 2 : Améliorer la connaissance des ouvrages sur les cours classés en liste 1 et 2, puis sur d'autres cours d'eau identifiés comme prioritaires	
Disposition QM1- 3 : Inventorier et cartographier les sites de reproduction effectifs et potentiels des espèces aquatiques présentes sur le territoire	
Disposition QM1- 4 : Améliorer la connaissance de l'état hydromorphologique des cours d'eau du bassin estuarien	
Disposition QM1- 5 : Réaliser un inventaire permanent du réseau hydrographique	
Disposition QM1- 6 : Améliorer la connaissance des mares et des plans d'eau douce du territoire	
Disposition QM1- 7 : Suivre l'expansion des espèces exotiques invasives sur le territoire	
Disposition QM1- 8 : Suivre la dynamique des populations des espèces aquatiques patrimoniales sur le territoire	
Disposition QM1- 9 : Compléter les inventaires de zones humides	
Disposition QM1- 10 : Améliorer la connaissance de l'état et du fonctionnement hydrogéologique et hydraulique des zones humides sur le territoire	
Disposition QM1- 11 : Proposer des réservoirs biologiques pour le prochain SDAGE	
Orientation QM2 : Restaurer l'hydromorphologie et la continuité écologique des cours d'eau	
Disposition QM2- 1 : Définir et mettre en œuvre une stratégie de restauration de la continuité écologique	
R	Règle 1 : Préserver la continuité écologique des sous-bassins versants définis comme prioritaires par le SAGE au regard de leur état fonctionnel
Disposition QM2- 2 : Déterminer et planifier les actions de restauration des dynamiques hydromorphologiques du corridor alluvial	
Disposition QM2- 3 : Préserver les éléments de la ripisylve en les intégrant dans les documents d'urbanisme	
Disposition QM2- 4 : Sensibiliser sur la restauration et l'entretien raisonné des ripisylves fonctionnelles	
Disposition QM2- 5 : Coordonner la gestion des ouvrages hydrauliques à l'échelle du bassin versant	
Disposition QM2- 6 : Conditionner les financements publics à l'optimisation de la gestion des zones humides douces	
Orientation QM3 : Protéger les milieux humides, valoriser leurs fonctionnalités, restaurer les milieux dégradés, gérer les systèmes anthropisés	
Disposition QM3- 1 : Communiquer et sensibiliser sur les services rendus des zones humides	

QUALITE DES MILIEUX	
R	Disposition QM3- 2 : Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme
	Disposition QM3- 3 : Définir et mettre en œuvre un programme d'évolution des pratiques sur les zones humides pour lesquelles les usages altèrent les services écosystémiques
	Disposition QM3- 4 : Accompagner les porteurs de projets pour limiter l'impact des aménagements sur les zones humides
	Règle 2 : Préserver les fonctionnalités des milieux humides définis comme prioritaires par le SAGE
	Disposition QM3- 5 : Préciser les modalités pratiques de compensation en cas d'altération ou de destruction de zones humides
Orientation QM4 : Réguler les espèces exotiques invasives	
	Disposition QM4- 1 : Lutter contre l'expansion des espèces exotiques invasives
	Disposition QM4- 2 : Communiquer et sensibiliser sur la lutte contre les espèces exotiques invasives
Orientation QM5 : Préserver et gérer les marais salés	
	Disposition QM5- 1 : Définir des modalités de gestion pour préserver l'équilibre entre eaux douces et eaux salées
	Disposition QM5- 2 : Animer un groupe de travail sur le développement des activités économiques conciliable avec l'entretien et la préservation des marais salés
	Disposition QM5- 3 : Sensibiliser les usagers sur les pratiques permettant de concilier leur développement avec la préservation de la qualité des marais salés
	Disposition QM5- 4 : Rétablir la continuité écologique avec les zones de marais salés

Tableau 2 : enjeux, objectifs et orientations liés à la qualité des milieux

GESTION QUANTITATIVE	
Description de l'enjeu	Objectifs du SAGE
Un déficit quantitatif chronique sur le territoire qui altère le fonctionnement des milieux aquatiques. Des volumes prélevables notifiés par le préfet pour une meilleure adéquation des usages par rapport aux ressources disponibles.	⇒ Respecter le volume prélevable dans les cours d'eau et dans les nappes d'accompagnement pour tous les usages ⇒ Retrouver l'équilibre quantitatif des milieux doux, salés et saumâtres et assurer les fonctionnalités de l'hydrosystème ⇒ Adapter les usages à la ressource ⇒ Mobiliser la ressource ⇒ Economiser la ressource en eau
Orientation GQ1 : Améliorer la connaissance de l'état quantitatif des ressources	
	Disposition GQ1- 1 : Suivre les niveaux piézométriques en complétant le réseau de mesure du territoire
	Disposition GQ1- 2 : Suivre les nappes captives de l'infra-cénomanién / cénomanién inférieur et du turono-coniacien et, au besoin, proposer des volumes prélevables
	Disposition GQ1- 3 : Evaluer les débits nécessaires au bon fonctionnement de l'hydrosystème
	Disposition GQ1- 4 : Développer et exploiter un modèle d'anticipation des situations d'étiage et d'adaptation de la gestion quantitative
	Disposition GQ1- 5 : Mener une réflexion sur la réévaluation potentielle des volumes prélevables
	Disposition GQ1- 6 : Améliorer la connaissance des gros consommateurs d'eau industriels
Orientation GQ2 : Limiter les impacts des prélèvements d'eau sur le fonctionnement des milieux aquatiques	
	Disposition GQ2- 1 : Encadrer les prélèvements dans les eaux douces superficielles et les nappes d'accompagnement pour préserver le fonctionnement des milieux aquatiques
R	Règle 3 : Encadrer l'exploitation des ressources superficielles et de leurs nappes d'accompagnement
Orientation GQ3 : Sécuriser et satisfaire l'usage AEP tout en limitant ses impacts sur le milieu et la ressource en eau	
	Disposition GQ3- 1 : Veiller à la cohérence de l'organisation de l'alimentation en eau potable avec les objectifs de préservation de la ressource
	Disposition GQ3- 2 : Sensibiliser les collectivités sur la prise en compte des ressources disponibles dans leurs projets de développement urbain
	Disposition GQ3- 3 : Intégrer dans les documents d'urbanisme la capacité réelle d'adduction d'eau potable
	Disposition GQ3- 4 : Equilibrer les prélèvements pour l'alimentation en eau potable dans la nappe du turonien-coniacien
	Disposition GQ3- 5 : Diagnostiquer l'ensemble des forages agricoles exploitant des ressources souterraines captives
	Disposition GQ3- 6 : Sensibiliser les foreurs et les usagers de forages pour limiter l'impact sur les ressources souterraines captives
Orientation GQ4 : Accompagner l'adaptation de l'activité agricole aux capacités du bassin	
	Disposition GQ4- 1 : Elaborer un projet de territoire
	Disposition GQ4- 2 : Garantir une gestion transparente des réserves de substitution
	Disposition GQ4- 3 : Organiser la concertation, le suivi et l'évaluation des actions mises en œuvre pour atteindre les volumes prélevables

GESTION QUANTITATIVE	
	Orientation GQ5 : Encadrer l'impact des activités industrielles sur la ressource en eau
	Disposition GQ5- 1 : Encadrer les mesures de compensation dans le cadre des procédures d'autorisation des activités d'extraction
	Orientation GQ6 : Développer une politique d'économie d'eau
	Disposition GQ6- 1 : Inclure dans le plan de communication du SAGE un volet pour inciter les différentes catégories d'acteurs à intégrer une politique d'économie de l'eau
	Disposition GQ6- 2 : Respecter les objectifs de rendement des réseaux d'alimentation en eau potable fixés par le schéma départemental d'alimentation en eau potable 17
	Disposition GQ6- 3 : Développer les dispositifs hydro économes dans les bâtiments et les installations publics
	Disposition GQ6- 4 : Préciser dans les documents d'urbanisme les modalités de recyclage des eaux de pluie
	Disposition GQ6- 5 : Evaluer les opportunités d'utilisation des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation

Tableau 3 : enjeux, objectifs et orientations liés à la gestion quantitative

QUALITE DE L'EAU	
Description de l'enjeu	Objectifs du SAGE
Une qualité des ressources souterraines à préserver pour garantir l'alimentation en eau potable de la population. Des usages qui dépendent étroitement de la qualité bactériologique des eaux estuariennes et littorales.	Respecter les exigences de qualité réglementaires Préserver et restaurer la qualité des ressources en eau, notamment : <ul style="list-style-type: none"> les ressources utilisées pour l'AEP les ressources inféodées à la conchyliculture et à la baignade
Orientation QE1 : Améliorer la connaissance de la qualité des ressources en eau pour mieux cibler les efforts de restauration et de préservation	
Disposition QE1- 1 : Identifier les sources de pollution par le cadmium	
Disposition QE1- 2 : Compléter le réseau de suivi de la qualité des masses d'eau	
Disposition QE1- 3 : Evaluer les risques écotoxicologiques induits par la présence de produits phytosanitaires et médicamenteux pour l'écosystème estuarien	
Orientation QE2 : Atteindre et préserver le bon état des masses d'eau	
Disposition QE2- 1 : Améliorer la connaissance des rejets dans les masses d'eau superficielles	
Orientation QE3 : Limiter les transferts de substances polluantes vers le réseau hydrographique et les masses d'eau souterraines	
Disposition QE3- 1 : Inventorier les éléments bocagers et déterminer les éléments stratégiques du bocage	
Disposition QE3- 2 : Inscrire et protéger les éléments du bocage stratégiques pour la gestion de l'eau dans les documents d'urbanisme	
Disposition QE3- 3 : Définir et mettre en œuvre des programmes d'action pour la maîtrise qualitative et quantitative du ruissellement en milieu rural pour améliorer la gestion et/ou la restauration de la qualité de l'eau	
Disposition QE3- 4 : Communiquer et sensibiliser les collectivités, les particuliers et les distributeurs sur l'utilisation des produits phytosanitaires et leur impact	
Disposition QE3- 5 : Inciter à étendre l'implantation de bandes enherbées en bordure du réseau hydrographique	
Orientation QE4 : Préserver la qualité des ressources destinées à la production d'eau potable	
Disposition QE4- 1 : Mettre en place des programmes de réduction des pollutions diffuses dans les aires d'alimentation des captages d'intérêt local pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future	
Disposition QE4- 2 : Réserver à la production d'eau potable les nouveaux prélèvements dans les aquifères captifs	
R	Règle 4 : Encadrer l'exploitation des aquifères captifs
Orientation QE5 : Restaurer la qualité des eaux littorales	
Disposition QE5- 1 : Réaliser un profil de vulnérabilité conchylicole et de pêche à pied	
Disposition QE5- 2 : Animer un groupe de travail sur des solutions d'amélioration du fonctionnement des systèmes d'assainissement et sur la préservation des activités aquacoles	
Disposition QE5- 3 : Elaborer un programme pluriannuel de travaux pour fiabiliser la collecte et le traitement des eaux usées	
Disposition QE5- 4 : Identifier des zones à enjeu sanitaire et à enjeu environnemental vis-à-vis de l'assainissement non collectif	
Disposition QE5- 5 : Mettre en place des outils permettant une meilleure gestion des eaux pluviales en zones urbanisées	
Disposition QE5- 6 : Définir un programme de travaux pour limiter les risques de pollutions d'origine animale	

Tableau 4 : enjeux, objectifs et orientations liés à la qualité de l'eau

GESTION DES INONDATIONS	
Description de l'enjeu	Objectifs du SAGE
Un programme d'action de prévention des inondations (PAPI) élaboré en parallèle du SAGE. Une exposition au risque qui nécessite d'informer et de sensibiliser les acteurs du territoire, et de prévenir ces situations.	<p>⇒ Réduire les conséquences dommageables des inondations fluviales et submersions marines sur le bassin</p> <p>⇒ Préserver et optimiser les services écosystémiques de protection naturelle contre les crues et submersions offerte par les zones d'expansion de crue du lit majeur et le marais salé de l'estuaire</p> <p>⇒ Appuyer la mise en œuvre du PAPI</p>
Orientation G1 : Maîtriser le risque d'inondation et de submersion	
Disposition G1- 1 : Préserver les zones naturelles d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme	
Disposition G1- 2 : Inscrire les zones exposées aux submersions marines dans les documents d'urbanisme	

Tableau 5 : enjeux, objectifs et orientations liés à la gestion des inondations

3 L'enquête publique

Le dossier d'enquête publique du SAGE comprend six pièces :

1. Le présent rapport de présentation, qui contient notamment :

- la présentation du contexte et de la démarche,
- le cadre réglementaire et la portée juridique du SAGE,
- la justification du projet.

Documents du
SAGE ayant
une portée
juridique

2. Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable.

3. Le Règlement du SAGE et la cartographie nécessaire à son application.

4. L'évaluation environnementale du SAGE, qui consiste à vérifier que tous les facteurs environnementaux ont bien été pris en compte dans le projet de Schéma. L'analyse des effets potentiels des orientations du SAGE sur toutes les composantes de l'environnement permet de prévoir, si besoin, d'éventuelles mesures compensatoires.

L'évaluation environnementale contient également l'analyse de la compatibilité du SAGE avec les autres instruments de planification, et notamment avec le SDAGE.

5. Les différents avis recueillis : autorité environnementale, comité de bassin, conseil général, conseil régional, chambres consulaires, communes et EPCI.

6. Une note présentant les textes régissant l'enquête et la façon dont cette dernière s'intègre dans la procédure administrative mise en œuvre.

Syndicat Mixte d'Accompagnement du SAGE de la Seudre

Structure porteuse du SAGE

107 Avenue de Rochefort

17201 ROYAN Cedex

Tel : 05 46 22 19 73 - Fax : 05 46 05 60 34

